

Bibliographie

Cette sélection de références est extraite de la base de données Urbamet (www.urbamet.com). Les références sont accompagnées de la (ou des) cote(s) correspondant au document. Le lecteur peut ainsi savoir où consulter les ouvrages.

ADEUS : Agence de développement et d'urbanisme de Strasbourg

CDU : Centre de documentation sur l'urbanisme

CTA : CETE-Aix

CTM : CETE-Metz

DCN : CETE-Nord-Picardie

DRE : Direction régionale de l'équipement d'Île-de-France

EPC : École nationale des ponts et chaussées

IA : IAURIF

La réglementation au service de l'aménagement

Décret n° 2005-29 du 12 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1115 du 17 octobre 1995 relatif à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines ainsi qu'au fonds de prévention des risques naturels majeurs.

IA P.221

Décret n° 2005-28 du 12 janvier 2005 pris pour application des articles L.564-1, L.564-3 du code de l'environnement et relatif à la surveillance et à la prévision des crues ainsi qu'à la transmission de l'information des crues.

IA P.221

Décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles.

IA P.221

Décret n° 2005-4 du 4 janvier 2005 relatif aux schémas de prévention des risques naturels.

IA P.221

CALDERARO, Norbert

Le juge administratif et les risques naturels.

Droit de l'environnement. (FRA). N° 115, janvier-février 2004, pp. 23-27

En matière de risques naturels, on assiste à une intervention de plus en plus marquée du juge pénal qui n'hésite plus à mettre personnellement en cause les responsables

des différentes administrations de l'État et des autres personnes morales de droit public, qu'ils soient élus ou fonctionnaires. Mais l'intervention du juge administratif en cette matière existe aussi et est sans doute mieux adaptée aux réalités de la vie administrative. Si la fonction réparatrice de la juridiction administrative connaît aujourd'hui des développements intéressants, il faut surtout insister sur sa fonction préventive ou son intervention pour sanctionner une insuffisance de précautions.

IA P.71bis

FONBAUSTIER, Laurent ; TREBULLE, François-Guy
Réflexions autour de la loi relative à la prévention des risques technologiques et naturels.

Revue de droit immobilier. (FRA). N° 1, janvier-février 2004, pp. 23-36

La loi relative à la prévention des risques technologiques et naturels met l'accent sur la prévention des risques en partant du postulat que l'ignorance est la cause principale de l'émergence des situations dangereuses. Elle définit un principe transversal d'information et définit le rôle des acteurs des pouvoirs publics (préfets, maires, comités locaux d'information et de concertation sur les risques) et des acteurs économiques, pour l'évaluation et le signalement des risques sur les sites en cours d'urbanisation et les installations existantes. Les informations devront remonter des acteurs économiques aux responsables territoriaux, circuler entre les différents échelons de compétence, et redescendre vers les administrés. Les auteurs énoncent en conclusion une double crainte : que les informations trop nombreuses finissent par ne pas être perçues, que trop lourdes de conséquences elles soient édulcorées.

Ils souhaitent une plus grande définition qualitative des informations, et l'élaboration de règles plus précises quant à leur formulation pour garantir leur efficacité.

CDU

HACHACHE, Nora

Inondations : vers une prévention accrue.

Le Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment. (FRA).

N° 5226, 23 janvier 2004, cartes, photo., ill., pp. 52-55

La récurrence des inondations et leur coût de plus en plus élevé font émerger la nécessité d'une prévention plus efficace. Si les plans de prévention des risques (PPR) doivent identifier depuis 1995 les zones inondables, on commence à évoquer le déplacement des constructions qui s'y trouvent tandis que l'on cherche, en amont des zones urbaines, à restituer des surfaces d'expansion pour les cours d'eau.

IA P.272 ; CDU

LARROUY-CASTERA, Xavier ; OURLIAC, Jean-Paul

Risques et urbanisme : risques naturels, risques technologiques, prévention, responsabilités.

Paris : Éditions du Moniteur, 2004, index, bibliogr., 237 p.

Après une analyse des risques, qu'ils soient naturels ou industriels, les règles applicables et leur interprétation par les tribunaux sont présentées. La loi du 30 juillet 2003 sur la prévention des risques technologiques et naturels est abordée de manière détaillée.

IA 45348 ; CTA 14275 ; DRE 9757

NOURY, Arnould

La maîtrise de l'urbanisation autour des établissements industriels à risques in Droit de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'habitat. 2004.

Paris : Éditions du Moniteur, 2004, notes, réf. bibliogr., pp. 69-115

Se proposant de commenter le projet de plan de prévention des risques naturels, l'auteur, dans une première partie, analyse les législations successives depuis le début du XIX^e siècle, démontrant qu'à toutes les époques, le droit a permis l'urbanisation autour des installations classées, mais aussi que les incohérences initiales du droit des installations classées n'ont pas été réparées par le transfert, jugé tardif et maladroit, de cette responsabilité au droit de l'urbanisme. Considérant ensuite la question de l'urbanisation autour des installations Seveso seuil haut, il examine tout d'abord le contenu du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) dont il estime qu'il constitue un document d'urbanisme, puis aux aspects concernant la maîtrise foncière des biens exposés aux dangers.

CDU 57971

ROMI, Raphaël

L'Europe et la protection juridique de l'environnement. Troisième édition.

Paris : Victoires-Éditions, 2004, tabl., notes, index, bibliogr., 174 p.

Consacré à une présentation de la situation actuelle du droit européen de l'environnement sous tous ses aspects, tant législatifs que contentieux et politiques, cet ouvrage expose tout d'abord les compétences et les moyens de la Communauté européenne en matière de protection de l'environnement, puis passe en revue les réalisations du droit communautaire de l'environnement (programmes d'action, droit à l'information, lutte contre la pollution de l'air et de l'eau, actions en matière de risques majeurs, de déchets et de substances chimiques). L'auteur examine ensuite la prise en compte de l'environnement dans les autres politiques communautaires (régions, politique agricole, politique énergétique, politique des transports, politique industrielle). Il commente la place du droit européen dans le contexte international, soulignant la complexité, la multiplicité et les imbrications des instruments et dispositifs. La dernière partie traite de l'enjeu que constitue l'articulation du droit français et du droit européen.

CDU 57760

La Charte de l'environnement et le droit européen.

Le Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment. (FRA).

N° 5244, fasc. 2, mai 2004, 95 p.

Après avoir présenté les principales caractéristiques de la Charte, ses dispositions sont analysées au prisme du droit européen afin de mieux évaluer leur portée grâce à une approche comparative. La coexistence de règles communautaires et nationales soulevant la question de la hiérarchie des normes, les articles du projet de loi constitutionnelle sont examinés au regard du principe de primauté du droit communautaire. L'adoption de la charte de l'environnement devrait doter la France du texte constitutionnel affirmant le plus nettement en Europe le droit fondamental à l'environnement sans pour autant faire naître de véritables risques d'excès contentieux ou de conflits avec les normes communautaires.

IA P.272

Lutte contre les inondations : le maire en première ligne.

Journal des communes. (FRA). N° 2096, septembre 2004,

photo. coul., pp. 20-25

En France, 24 000 communes sont concernées par les risques d'inondation. Les changements climatiques seraient susceptibles d'augmenter les fréquences des pluies fortes hivernales dans l'Ouest, la réduction des prairies et le développement des surfaces imperméabilisées, ainsi que l'extension

des constructions en zone inondable accentuent nettement les dommages. Les maires sont en première ligne sur ces questions, et un article rappelle la démarche en cinq phases préconisée par le ministère de l'Écologie et du Développement durable dans le cadre du projet local de prévention des risques naturels : diagnostic de risque, évaluation de la vulnérabilité des personnes et des biens, stratégie de développement, renouvellement urbain, actions de prévention et de correction. C'est dans l'esprit de ce dernier point que les différentes actions présentées dans le dossier (communes de Poitiers, Saint-Pierre-des-Corps, Brive-la-Gaillarde, d'Ugine, d'Aimargues, de La Ciotat, d'Achères) ont été réalisées. Le dossier dresse également la liste des principaux textes en vigueur.

CDU

Risques technologiques et naturels.

Édition juillet 2003.

Paris : Les éditions des Journaux Officiels, 2004, tabl., graph., index, bibliogr., 446 p.

Recueil du texte définitif, des textes préparatoires et des textes législatifs connexes à jour des modifications induites par l'adoption de la loi n° 2003-669 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels. La loi présente les trois points suivants : la prise en compte des risques technologiques par l'amélioration des conditions de sécurité sur les sites de type «Seveso» et la maîtrise de l'urbanisation autour des sites dangereux, la prévention des risques naturels et en particulier des risques d'inondations par la mise en place de servitudes en vue de la rétention préventive des crues, le renforcement de l'information du public sur les risques. L'ouvrage présente le contexte d'adoption de la loi à travers des extraits des travaux préparatoires du Parlement, une sélection des réponses gouvernementales aux questions écrites des parlementaires et des passages d'avis ou de documents publics se rapportant à différents aspects de la prévention des risques technologiques et naturels ainsi qu'à la réparation des dommages. Un index permet de croiser par thèmes les différents textes.

CDU 58095

Risk assessment and management as an important tool for the EU strategic environmental assessment.

Disp. (CHE). N° 157, 2004, tabl., notes, bibliogr., pp. 11-17

L'auteur propose l'intégration de l'évaluation et de la gestion de risques liés à des dangers dans l'Évaluation environnementale stratégique (Strategic Environmental Assessment ou SEA) qui est entrée en vigueur par la directive 2001/42/EC de l'Union européenne. L'auteur met en évidence les similitudes de procédure et de matériau entre d'une part la SEA

et d'autre part l'évaluation et la gestion des risques. Il estime qu'alors une telle intégration peut être considérée comme gérable et nécessaire pour satisfaire les exigences de la SEA. De plus, il souligne le rôle important de la planification spatiale comme l'un des principaux éléments de la directive ainsi que de la gestion des risques à la fois naturels et technologiques. L'évaluation des risques peut, dans ce contexte, être considérée comme un prérequis de la gestion des risques. Il explique enfin l'importance de cette relation pour les objectifs de politique et de législation de l'Union européenne.

CDU

Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

Journal Officiel. Lois et décrets. (FRA). N° 175, 31 juillet 2003, pp. 13021-13037

IA P.221

Rapport annuel du délégué aux risques majeurs : année 2002.

Paris : ministère de l'Écologie et du Développement durable, 2003, graph., carte, tabl., ann., 19 p.

Après un état des catastrophes naturelles de l'année 2002, le rapport indique les évolutions en matière de prévention des risques naturels et met l'accent sur les voies de progrès possibles.

IA 44969

Plans de prévention des risques naturels (PPR) : guide de la concertation entre l'État et les collectivités territoriales.

Paris : La Documentation française, 2003, bibliogr., 64 p.

Après avoir défini et replacé la concertation entre l'État et les collectivités territoriales dans le contexte de l'élaboration du plan de prévention des risques naturels (PPR), les différentes étapes de la concertation nécessaires à l'élaboration des PPR sont présentées. Enfin, des principes, des idées et des exemples sont rassemblés autour du thème de la concertation dans les procédures PPR.

IA 45173 ; DRE 9690

Plans de prévention des risques naturels (PPR) : risques d'inondation.

Recueil des mesures de prévention.

Paris : La Documentation française, 2002, cartes, fig., photo., ann., bibliogr., 159 p.

Un ensemble d'exemples utiles pour l'élaboration des PPR inondation et pour d'autres documents de mise en œuvre de la prévention comme les schémas de cohérence territoriale,

les schémas de secteurs, les plans locaux d'urbanisme, les cartes communales et les permis de construire, est rassemblé. Les mesures sont classées suivant huit champs opérationnels de la prévention des inondations : gestion du ruissellement et des écoulements, limitation des obstacles à l'écoulement des eaux, aménagement du lit majeur ou champ d'inondation, mise hors d'eau des réseaux publics, organisation de l'assainissement pluvial, renforcement de la structure des bâtiments, aménagement et équipement des bâtiments, protection des zones urbanisées contre les inondations. Les mesures sont présentées sous forme de fiches d'une ou deux pages, complétées par un exemple choisi pour les illustrer.

IA 44756 ; DRE 9426 ; CTM 17060

Plans de prévention des risques naturels (PPR) : risques d'incendies de forêt.

Guide méthodologique.

Paris : La Documentation française, 2002, cartes, schémas, photo., fig., glossaire, bibliogr., 85 p.

Traitant spécifiquement du risque d'incendies de forêt, ce guide précise la méthode d'élaboration des plans de prévention des risques (PPR) relatifs à ce phénomène. Il s'articule autour de quatre chapitres : la présentation des phénomènes naturels et du risque (facteur de prédisposition, éclosion des incendies, propagation des incendies, conséquences des incendies de forêt), la protection contre les incendies de forêt (politique de prévention et de lutte, outils permettant la prise en compte des risques dans l'aménagement, raisons pour la prescription d'un PPR et définition de ses territoires), la cartographie du risque (aléas et enjeux), le dossier réglementaire (caractéristiques du PPR, rapport de présentation, plan de zonage réglementaire, règlement).

CDU 57524

Prévention des risques naturels : l'expérience de dix collectivités locales.

FRANCE. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

ET DE L'ENVIRONNEMENT (MIN.) Paris : ministère de l'Écologie et du Développement durable, 2003

Dix expériences de communes particulièrement innovantes en matière de prévention des risques naturels sont présentées dans le but de valoriser l'action des collectivités locales et montrer leur capacité à s'engager dans des démarches de prévention et aussi d'inciter d'autres communes à développer leur propre politique de prévention des risques naturels. Ces expériences ont un point commun : celui d'agir de manière globale pour intégrer les risques aux enjeux du développement territorial des communes concernées. Les

actions présentées sont, pour la plupart, conduites en complémentarité avec l'élaboration ou la mise en œuvre du plan de prévention des risques naturels.

IA T.9000

Le Projet local de prévention des risques naturels : l'initiative aux collectivités locales.

Paris : ministère de l'Écologie et du Développement durable, 2003, photo., 18 p.

Articuler, confronter la question des risques avec les stratégies futures en matière d'aménagement et de développement, c'est l'objectif du projet local de prévention des risques naturels. Cinq étapes jalonnent l'élaboration d'un projet local de prévention des risques naturels : le diagnostic sur le risque encouru, l'évaluation de la vulnérabilité, l'identification d'une stratégie de développement territorial, l'établissement du projet local, la mise en œuvre du projet. Des actions de prévention exemplaires réalisées par différentes collectivités sont présentées.

IA T.6901

Plan de prévention des risques naturels (PPR). Risques sismiques.

Paris : La Documentation française, 2002, cartes, schémas, photo., fig., glossaire, bibliogr., 112 p.

Les tremblements de terre sont parmi les catastrophes naturelles les plus dévastateurs. Pour réduire les risques, la réglementation nationale définit des règles de construction à appliquer aux bâtiments neufs. Le PPR permet de préciser localement cette réglementation, de prendre en compte le risque dans l'aménagement et l'urbanisme et d'informer sur la nature du risque. Il intègre également les conséquences de la réglementation nationale sur les choix d'implantation dans l'espace urbain et s'attache à lui apporter une réelle valeur ajoutée en la déclinant à l'échelle locale. Ce guide, conçu pour aider à l'élaboration des PPR, expose pour chaque type d'aléas les méthodes et les moyens d'analyse des phénomènes, de cartographie et d'évaluation des risques. Il propose ensuite des méthodes afin d'établir le zonage réglementaire et définir les prescriptions qui s'y rattachent.

Votre atout pour la prévention des risques naturels. Plan de prévention des risques naturels : une action concertée entre l'État et les collectivités locales.

Paris : ministère de l'Écologie et du Développement durable, 2001, cartes, photo., bibliogr., 16 p.

Après avoir montré que l'État et les communes ont une même volonté de prévention du risque naturel à travers le plan de prévention des risques naturels, sont successivement

présentés : la démarche d'élaboration, les temps forts de la procédure, l'essentiel du PPR en trois cartes, le règlement. Enfin, des initiatives de collectivités locales visant à initier la population aux risques et à réduire les dommages causés aux personnes et aux biens sont évoquées.

IA T.6899

DELATTRE, Amélie ; GARANCHER, Thomas ; ROZENCWAJG, Claire ; TOURET, Thierry
FRANCE. MINISTÈRE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT
**JURISQUES, prévention des risques naturels :
jurisprudence commentée.**

Première édition, juillet 2000.

SL : SN, juillet 2000, index, bibliogr., 266 p.

Composé d'une série de six fiches, ce document aborde, sans prétendre à l'exhaustivité, les principales thématiques concernées par la gestion des risques naturels depuis l'information du public jusqu'à l'indemnisation des catastrophes naturelles, en passant par l'aménagement et l'urbanisme, la police municipale, les mesures spécifiques de prévention (expropriations, réglementations applicables à la prévention des inondations, des incendies de forêt...) et la responsabilité (civile, pénale et administrative). Seule exception, la fiche 3-2, intitulée «Police spéciale des édifices menaçant ruine» ne traite pas, à proprement parler, de la gestion des risques naturels. Les fiches se présentent sous la forme d'un triptyque regroupant dans l'ordre : les textes applicables ; la jurisprudence ; des commentaires.

DCN 1-749(1) ; CTM 16709 ; CDU 58486

Plans de prévention des risques naturels (PPR).

Risques d'inondation. Guide méthodologique.

Paris : La Documentation française, 1999, ann., index., ill., cartes, bibliogr., 123 p.

Ce guide entre dans le cadre de l'élaboration des PPR (plans de prévention des risques). Il a été préparé avec la Direction de l'eau et est consacré spécifiquement aux inondations (PPRI). Après une présentation du contexte, de la nouvelle politique de prévention et des principes généraux des PPRI, il explicite les méthodes d'analyse des phénomènes (principales composantes du risque d'inondation, inondations lentes, rapides ou par ruissellement urbain, ou autres, phénomènes retenus dans les PPRI), les méthodes de cartographie des aléas, les méthodes d'évaluation des enjeux. Il propose une démarche pour établir le zonage réglementaire et définir les prescriptions qui s'y rattachent (mesures d'évacuation, de sauvegarde, etc.). Le guide contient en annexe des éléments plus précis sur les apports

de la cartographie hydrogéomorphologique et sur les divers types d'inondation (ruissellement fluvial urbain, torrents, en zones fluvio-maritimes, par remontées de nappes), plusieurs textes de référence (circulaires), et des références bibliographiques.

IA 41675 ; CDU 50952 ; DRE 8704 ; CTM 17091

POTHERAT, Pierre ; DORIDOT, Marius ; CHAHINE, Marianne
FRANCE. MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT.
LABORATOIRE CENTRAL DES PONTS
ET CHAUSSEES DE PARIS

**L'utilisation de la photo-interprétation
dans l'établissement des plans de prévention
des risques liés aux mouvements de terrain :
guide technique.**

Paris : LCPC, février 1999, photo., schémas, tabl., 128 p.

Ce guide technique a été conçu pour livrer, aux géologues et aux techniciens chargés de l'élaboration des plans de prévention des risques naturels liés aux mouvements de terrain, les informations propres à l'identification des facteurs défavorables, nécessaires à l'établissement de la cartographie des zones d'aléas. Certains passages seront profitables aussi aux géologues responsables d'études d'avant-projets routiers ou ferroviaires. Ce guide est divisé en quatre parties : 1 - typologie des aléas relatifs aux glissements de terrain, aux coulées boueuses, aux chutes de blocs, aux effondrements de cavités souterraines, d'origine naturelle ou anthropique, en passant par les modifications du trait de cote et la tenue des berges de rivières ; 2 - le rayonnement électromagnétique et les différents documents utilisés en photo-interprétation, 3 - l'utilisation des photographies aériennes à axe vertical, des études de cas de mouvements de terrain sous forme de fiches ; 4 - les photographies aériennes à axe oblique, complémentaires aux photographies aériennes conventionnelles.

DCN 72-287

**Plans de prévention des risques naturels (PPR) :
risques de mouvements de terrain.**

Guide méthodologique.

Paris : La Documentation française, 1999, cartes, fig., tabl., bibliogr., 71 p.

Le guide expose les méthodes et moyens d'analyse des phénomènes naturels, de cartographie des aléas et d'évaluation des enjeux et propose des recommandations pour établir le zonage et les prescriptions réglementaires.

IA 40978 ; CDU 50951 ; DRE 8705 ; CTM 17092

Plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR). Guide général.

Paris : La Documentation française, 1997, ann., cartes, glossaire, bibliogr., 76 p.

Présentation du plan de prévention des risques et des conditions dans lesquelles il doit être réalisé, tant sur le plan technique que réglementaire. L'ouvrage est divisé en six chapitres qui décrivent successivement : le contexte qui a présidé à la naissance du PPR et la place qu'il occupe dans le nouveau dispositif de prévention des risques ; les spécificités de l'outil, sa procédure de mise en œuvre et les pièces du dossier ; les conditions de l'insertion des PPR dans une politique locale de prévention ; les phases successives de l'élaboration du plan et les mesures qu'il prescrit ; les obligations et les responsabilités induites par le PPR : les procédures abrogées par le PPR et leur devenir. Les annexes comprennent des textes juridiques, des éléments de terminologie et quelques indications sur les fonds de plan et sur la cartographie.

IA 38786 ; CDU 36078 ; CTM 15052 ; EPC NS20786 ; DRE 7945

Plans de prévention des risques littoraux (PPR). Guide méthodologique.

Paris : La Documentation française, 1997, tabl., cartes, fig., photo., glossaire, bibliogr., 54 p.

Guide méthodologique pour l'élaboration d'un plan de prévention des risques (PPR) littoral. Le chapitre 1 décrit les diverses notions techniques associées aux phénomènes et aux risques littoraux : recul du trait de cote, submersions marines, avancées dunaires et bassins de risques littoraux. Le chapitre 2 explicite la méthode d'analyse et de cartographie des risques, qui comprend : la définition du périmètre d'étude ; la connaissance des phénomènes naturels ; la qualification et la cartographie des aléas ; l'évaluation des enjeux. Le chapitre 3 présente la conception proprement dite du dossier du PPR régional : principales caractéristiques ; rédaction de la note de présentation ; élaboration du plan de zonage réglementaire ; dispositions réglementaires diverses.

CDU 36268

Plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR). Guide général.

Paris : La Documentation française, 1997, tabl., cartes, fig., photo., glossaire, bibliogr., 78 p.

Près d'une commune française sur deux est susceptible d'être affectée par des risques naturels. Les conséquences des catastrophes survenues depuis les inondations de l'été 1992 et le constat d'un accroissement de la vulnérabilité en dépit de la mise en place de dispositifs réglementaires ont conduit

le gouvernement à renforcer la politique de prévention des risques naturels prévisibles (PPR). Élaboré par la Direction de l'aménagement foncier et la Direction de la prévention des pollutions et des risques, ce guide devrait permettre de répondre aux nombreuses questions pouvant se poser. Conçu dans un premier temps pour aider les services déconcentrés de l'État à réaliser les PPR, il s'adresse également aux bureaux d'études techniques et aux collectivités locales.

CDU 33291 ; IA 37722

GARRY, Gérald ; MASSON, Marcel ; BALLAIS, Jean-Louis

Cartographie des zones inondables.

Approche hydrogéomorphologique.

Paris-La-Défense, villes et territoires, 1996, photo., fig., glossaire, bibliogr., cartes, 100 p.

L'hydrogéomorphologie, c'est-à-dire l'histoire géologique des vallées et des plaines alluviales, permet de développer une méthode de prévention des inondations, fondée sur l'identification et la délimitation des zones inondables. Dans un premier temps, un rappel des fondements scientifiques de l'hydrogéomorphologie est présenté : fonctionnement des bassins versants, organisation générale d'une vallée, organisation et fonctionnement des plaines alluviales. À partir de cette approche théorique, les caractéristiques des zones inondables sont analysées, en fonction de facteurs généraux (morphologie, sédimentologie, occupation des sols), de facteurs particuliers (variables naturelles ou issues de modifications apportées par l'homme au paysage) et de la relation entre hydrogéomorphologie et hydrologie. Enfin, la méthode est explicitée : description des outils nécessaires au recueil des données, développement de l'analyse par entité géographique et présentation d'études de cas rédigées à partir d'expérimentations menées dans plusieurs communes du sud-est de la France.

CDU 33291 ; IA 37722

Des réflexions pour l'action

DUBOIS-MAURY, Jocelyne (dir.)

Les risques naturels et technologiques.

Problèmes politiques et sociaux. (FRA). N° 908, janvier 2005, tabl., bibliogr., 120 p.

Les diverses contributions sont regroupées en quatre grandes parties qui traitent respectivement des risques, enjeux de société, des risques naturels et des vulnérabilités territoriales, des impacts diversifiés des risques technologiques et des politiques publiques de prévention et de précaution.

La première aborde les menaces que font peser les risques sur les sociétés contemporaines, les approches spatiales de la catastrophe et les impacts sanitaires des risques technologiques. La seconde porte sur les risques naturels que sont les inondations, la sécheresse, les séismes et les cyclones, les incendies de forêt. La troisième traite des menaces des industries pour la ville, de la pollution des littoraux et de la difficile élimination des déchets industriels et urbains. Enfin, la quatrième évoque les évolutions du droit, les acteurs de la prévention, les atouts et les limites des réponses techniques aux aléas et la question du principe de précaution.

IA 46002

RYCHEN, Frédéric (dir.) ; PIVOT, Catherine (dir.)

La gestion des risques à l'horizon 2020.

La Tour d'Aigues : l'Aube ; Paris : Datar, 2004, fig., tabl., bibliogr., 195 p.

Les modes de gestion des risques sur lesquels s'appuient les scénarios présentés sont construits autour d'une hypothèse de structuration de l'action collective face aux risques et donc autour d'une modalité de partage des risques. Cette modalité de gestion se caractérise dans chaque cas par un contexte politique, économique, sociétal et environnemental dans lequel s'inscrivent les stratégies des acteurs. Les scénarios sont construits autour d'histoires de risques permettant d'appréhender différents futurs possibles pour la gouvernance locale. Une fois les scénarios posés, les dynamiques sont abordées. Cette analyse de la stabilité des scénarios et des possibles transitions permet d'identifier les caractéristiques structurelles des systèmes de gestion des risques ainsi que leur robustesse. La troisième partie met en perspective, par une analyse transversale, les différents principes présents dans chacun des scénarios qui peuvent être considérés comme des principes pouvant guider à la constitution du cœur d'un système adaptateur de gestion des risques.

IA 45209

Apprivoiser les catastrophes.

Annales de la recherche urbaine. (FRA). N° 95, juin 2004, photo., ill., fig., notes, bibliogr., pp. 3-133

Consacrés aux risques naturels ou industriels, les articles de ce numéro abordent cette problématique à travers des réflexions de chercheurs sur le rôle des autorités centrales et locales et des habitants ou riverains, sur les modalités de gouvernance, sur les dispositifs d'information et la représentation du risque, sur la place d'une industrie chimique dans une commune, sur un monument commémoratif aux victimes de l'incendie du «5/7», sur la signification de l'introduction du principe de précaution par les chercheurs,

sur les ségrégations sociospatiales dans les aménagements de Quito en prévention des coulées de boues et des inondations, sur le pouvoir détenu par l'entreprise pétrolière Petrobras et les conflits autour des nombreux incidents et accidents polluants qu'elle a connus, sur l'engagement et l'action de volontaires au Japon après le séisme de Kobe, sur les perceptions des risques de crues par des riverains de deux rivières de l'agglomération lyonnaise, sur l'hégémonie de la Cogema à La Hague, sur l'effet de la multiplication des risques sur la société, sur l'évolution des comportements individuels pour ne pas produire d'accidents (notamment sur le chemin de l'école), sur les comportements individuels dans les ensembles résidentiels fermés en France, sur l'attitude des municipalités américaines face à la délinquance, sur les problèmes posés par la prostitution pour les riverains et la demande de sécurité civile.

IA P.70 ; CDU

Réponse aux dangers naturels = Umgang mit Naturgefahren.

Anthos. (CHE). N° 3, 2004, photo., dessins, cartes, fig., notes, réf. bibliogr., pp. 4-58

Les articles de ce numéro consacré aux mesures de prévention et de protection contre les risques naturels en Suisse, principalement en montagne, mais aussi dans d'autres pays, évoquent l'organisation de la plate-forme «Dangers naturels» PLANAT par le Conseil fédéral pour développer une gestion intégrée des risques, une initiative transfrontalière entre l'Allemagne et le Luxembourg pour l'amélioration de la rétention naturelle et la mise en valeur des zones alluviales du bassin versant de la Sûre, exposent des réflexions sur l'importance de divers aspects de l'aménagement du territoire et du paysage pour la prévention contre les inondations (notamment à la lumière des conséquences des inondations qu'a connues l'Allemagne en 2002), les mesures d'aménagement envisagées le long de la Goldach (dans l'Appenzell) après les crues de 2002, les mesures techniques (filets par exemple) et de génie biologique (végétation, couverture végétale) prises pour la protection contre les chutes de pierres au col de la Flüela, les réalisations préventives contre les avalanches ou les éboulements à Pontresina, des commentaires sur les dynamiques naturelles des sites naturels ou laissés à l'abandon, sur les conséquences parfois dangereuses pour l'écosystème de l'apparition de certaines espèces animales ou végétales inoffensives sur leur continent d'origine, sur les aménagements de l'espace public à Brigue après les inondations de 1993, sur les conséquences sur certains plans positives de la tempête de 1999 qui avait dévasté le Rieterpark à Zurich, sur le devenir touristique des petits domaines

skiabiles situés en basse altitude du fait du réchauffement climatique, sur les évolutions du paysage liées au changement de priorité dans la politique agricole, forestière et régionale.

CDU

Risque et société : évolutions et nouvelles approches. 4^e colloque international de la prévention des risques.

Niort : CEPR, 2004, graph., fig., photo., bibliogr., 301 p.

Les communications sont organisées autour de trois tables rondes. La première est consacrée au savoir et à l'expertise qui s'exercent dans le cadre des activités dites à risques émergents et présente l'état de la science : de l'identification à l'évaluation du risque émergent. Le débat de la seconde montre que la pression d'une opinion en quête d'image et d'information choc modifie le message premier des scientifiques en l'amplifiant souvent et le brouillant parfois. C'est le niveau d'acceptabilité sociale du risque qui a évolué et qui pousse à qualifier d'émergents des risques anciens et bien connus. Enfin, la troisième montre que de nouvelles formes de décision sont à mettre en place, la responsabilité des acteurs, tant privés que publics, impliquant de nouvelles régulations.

IA 45713

Risque, territoire et longue durée : vers une « société du risque » ?

Annales de la recherche urbaine. (FRA). N° 95, juin 2004, photo., ill., notes, bibliogr., pp. 19-25

En s'appuyant sur plusieurs recherches empiriques associant autour d'un même objet (le risque) différentes disciplines des sciences humaines et sociales (anthropologie, géographie sociale), en ayant porté une attention particulière aux actes et paroles des divers acteurs, institutionnels ou non (habitants, riverains, etc.) et en prenant en compte la dimension territoriale, les auteurs commentent tout d'abord quelques résultats d'une analyse des risques territorialisée (les risques territorialisés sont des risques localisés de façon statique sur une aire relativement définie) en s'intéressant à la perception et à l'action des riverains de la source de danger, puis à la position et à l'action des gestionnaires du risque, analysant dans les deux cas la représentation du risque. Puis, faisant référence à d'autres travaux, ils interrogent le travail de recherche, commentent l'usage des catastrophes majeures par la sociologie du risque, soulignent le faible intérêt porté à la diversité des situations locales par les promoteurs de cette sociologie du risque.

IA P.70 ; CDU

L'aménagement du territoire face aux risques.

Territoires 2020. (FRA). N° 9, décembre 2003, fig., cartes, photo., tabl., bibliogr., 80 p.

Confrontés à la montée de la demande sociale, les pouvoirs publics sont placés devant une quasi-obligation d'assurer la prévention de tous les risques et la réparation des catastrophes. Un grand nombre de risques sont localisés ce qui nécessite une démarche de développement durable du territoire. L'approche territoriale n'est pas une obligation juridique en termes de réparations mais devient indispensable pour la prévention. Comment passer d'une attitude réactive à une attitude proactive, de la gestion à la prévention systématique du risque localisé ? Quelle place doit prendre la concertation avec la population locale ? C'est sur ces deux questions que les différentes études fournissent un éclairage.

IA P.698

COUPECHOUX, Patrick

Crue du siècle : Paris coule-t-il ?

Entre les lignes. (FRA). N° 128, février-mars 2003, photo., pp. 12-19

Une crue semblable à celle de 1910 devrait avoir lieu à Paris et en Île-de-France dans les prochaines années. La mission Crue de la RATP a élaboré un plan de protection (PPRI) mis en place selon un scénario très précis : protection des sites à risques (métro, installations électriques...), évacuation des hôpitaux, mises à l'abri des œuvres d'art.

IA P.176

LOLIVE, Jacques

Configurations, prises et positions.

Annales de la recherche urbaine. (FRA). N° 95, juin 2004, photo., notes, bibliogr., pp. 7-14

En faisant parfois référence à la crue du Var de novembre 1994 ou les risques associés à la présence d'une station d'équipement de traitement des boues de station d'épuration, l'auteur développe un point de vue sur le risque en considérant celui-ci comme provenant de l'instabilité des choses et des systèmes qui engagent la vie humaine. Il observe que la perception du danger ne porte pas tant sur les propriétés en soi de l'objet de la menace que sur les prises qu'il offre à l'imagination et à la raison, ces prises constituant autant de propositions pratiques où s'enchevêtrent des mobilisations politiques, des recherches scientifiques et des dispositifs de mise en confiance.

IA P.70 ; CDU

La prise en compte des risques : diversité des échelles d'actions

LARDUELLE, Elise (dir.) ; RENGIFO, Véronique (dir.) ISTED
Systèmes d'information géographique et gestion des risques = Geographic information systems and disaster management.

Ouvrage réalisé dans la perspective de la II^e conférence mondiale sur la réduction des risques à Kobé du 18 au 22 janvier 2005

Paris-La-Défense : ISTED, 2005, tabl., cartes, fig., 101 p.

Par la présentation d'applications concrètes et opérationnelles qui mettent en valeur les partenariats développés, les avantages que peuvent apporter les systèmes d'information géographique à la gestion des risques sont mis en évidence. Par leur capacité d'analyse multicritères, les systèmes d'information géographique permettent d'appréhender un territoire dans ses dimensions physiques, sociales, administratives, économiques et environnementales à l'aide de bases de données et de production de cartes. Les SIG sont devenus des outils de gestion incontournables et des instruments privilégiés d'aide à la décision et à la communication.

IA T.6912

Décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.

IA P.221

DUCHENE, François ; MOREL-JOURNAL, Christelle
L'expérience de la crue :

comment redonner sens à son lieu de vie.

Annales de la recherche urbaine. (FRA). N° 95, juin 2004, photo., notes, bibliogr., pp. 71-77

Les auteurs analysent et commentent les discours des riverains de zones identifiées comme inondables dans les PPR régissant l'Yzeron et le Ravin, deux cours d'eau présentant des crues respectivement assez fréquentes depuis les années 1980 et ponctuellement fortes. Ils observent que les crues, vécues ou imaginées, passées ou potentielles, génèrent chez les riverains des discours complexes, façonnés par des interprétations qui n'apparaissent que rarement figées. Elles sont au contraire suffisamment mobiles et réactives pour intégrer sans cesse de nouveaux éléments d'ordre technique ou rhétorique (ou les deux) à caractère collectif ou individuel (ou les deux). Le risque que la crue sous-tend agit effectivement comme une représentation.

IA P.70 ; CDU

FAYTRE, Ludovic

La prise en compte des risques majeurs dans l'aménagement de l'Île-de-France.

Note rapide sur l'environnement. (FRA). N° 356, juin 2004, cartes, photo., bibliogr., 6 p.

La densité urbaine, l'importance des biens, la valeur patrimoniale, la complexité du fonctionnement de l'agglomération rendent l'Île-de-France particulièrement sensible aux risques naturels et technologiques. C'est d'abord la sécurité des personnes mais aussi les biens, les infrastructures, l'activité économique et l'environnement qui sont menacés. La prise en compte de ces risques dits «majeurs» dans la politique d'aménagement et de mise en valeur du territoire apparaît comme une priorité.

IA P.246bis

FAYTRE, Ludovic

L'urbanisation face au risque inondation.

Cahiers de l'IAURIF. Supplément habitat. (FRA). N° 37, juin 2004, cartes, tabl., photo., pp. 20-29

Même si l'Île-de-France n'a pas connu de crue majeure depuis 1955, elle n'est pas à l'abri d'un tel événement. La présence de près de la moitié de la population inondable française, la densité de l'urbanisation, l'importance des biens exposés, les conséquences possibles sur le fonctionnement de l'ensemble de l'agglomération en font un enjeu à l'échelle nationale.

IA P.117bis ; CDU

NASCIMENTO, Iuli ; ACERBI, Christine

L'environnement en Île-de-France. Mémento 2003.

Paris : IAURIF, 2004.- 135 p., cartes, photo., tabl., graph.

L'objectif de ce mémento est de présenter un état synthétique de l'environnement en Île-de-France, sous forme de chiffres-clés et de cartes concises.

IA 45661 ; DRE 9741

VEYRET, Yvette ; VIGNEAU, Jean-Pierre

Risques et développement durable.

Historiens et géographes. (FRA). N° 387, juillet 2004, bibliogr., pp. 241-248

Proposant une analyse des relations entre risque et développement durable, les auteurs identifient une période d'omniprésence du risque (géopolitique, nucléaire) à partir des années 1960 jusqu'aux années 1980, puis commentent l'émergence de la notion de développement durable en remarquant comment elle vient répondre à la notion de risque. Avec des propos parfois critiques, ils observent comment le risque peut être manipulé ou mis en scène pour assurer le succès du développement durable. Puis, ils notent

les pratiques d'intégration du risque dans les politiques de développement durable (le risque d'inondation dans la politique de ville durable de certaines villes, le risque dans la loi SRU, le PLU et le SCOT, le risque dans les Agenda 21) et commentent la variété des principes qui entourent cette intégration du risque (écotaxes, mécanismes de compensation, principe de précaution, etc.).

CDU

VEYRET, Yvette ; GARRY, Gérard ;

MESCHINET DE RICHEMOND Nancy

Risques naturels et aménagement en Europe.

Paris : Armand Colin, 2004, tabl., cartes, bibliogr., 255 p.

Le colloque international a pour objectif de convier chercheurs, aménageurs et décideurs à réfléchir ensemble aux pratiques gestionnaires en cours et à s'interroger sur la prévention des risques, élément fondamental de la gestion. Dans un premier temps, la politique de prévention en France ainsi que des points précis comme la cartographie et la vulnérabilité sont abordés. Dans un second temps, la gestion des risques dans les politiques d'aménagement des pays européens autres que la France est examinée en distinguant trois groupes de pays. Le premier groupe se compose de l'Angleterre et de la Suisse dans lesquels la prévention est développée, le second comprend l'Italie, la Grèce et le Portugal, pays où la gestion de crise prévaut sur celle des risques mais où une législation récente concernant la prévention des risques a commencé à naître. Enfin, le troisième groupe, la Hongrie, la Roumanie et en partie l'Espagne traitent la crise mais disposent de réglementations plus ou moins complexes pour une gestion du risque. Enfin, dans un troisième temps, des réflexions pour une culture européenne du risque sont proposées.

IA 45998

Inondations récentes : quelques éclairages.

Données de l'environnement. (FRA). N° 92, juillet 2004, cartes, tabl., graph., bibliogr., 4 p.

La répétition d'inondations graves en France depuis le début des années 1990 paraît liée à plusieurs facteurs, dont l'importance varie selon les régions. Les changements climatiques seraient susceptibles d'augmenter la fréquence des pluies fortes hivernales dans l'Ouest ; la réduction des prairies et le développement des surfaces imperméabilisées jouent par endroits un rôle important. L'extension des constructions en zone inondable accentue nettement les dommages. La réglementation se renforce pour limiter ou compenser ces risques.

IA P.604

FAYTRE, Ludovic

L'aménagement de l'Île-de-France à l'épreuve des risques majeurs.

Cahiers de l'IAURIF. (FRA). N° 138, troisième trim. 2003, cartes, graph., photo., pp. 14-33

En Île-de-France, la densité de l'urbanisation, l'importance des biens exposés, l'intérêt des milieux naturels, les conséquences possibles sur le fonctionnement de l'ensemble de l'agglomération rendent particulièrement sensible et nécessaire la prise en compte des risques majeurs dans la politique d'aménagement et de mise en valeur du territoire. Les inondations par débordements sont le principal risque naturel de la région menaçant environ un tiers des communes. À côté de ces phénomènes de grande ampleur, certains territoires peuvent être affectés plus localement par des inondations par ruissellement pluvial et remontée de nappe, des mouvements de terrain... Enfin, la présence de grands sites industriels et les flux élevés de matières dangereuses exposent potentiellement l'Île-de-France à des risques technologiques majeurs. L'augmentation du niveau de risque peut être liée soit à l'aggravation de l'aléa et cela semble être le cas pour les aléas naturels, soit à l'aggravation des enjeux et ici nous avons affaire à un accroissement considérable de la valeur des biens exposés et à une vulnérabilité accrue. Cependant, en matière de risques technologiques, des évolutions réglementaires positives sont constatées comme la baisse du nombre d'établissements à haut risque. Naturels ou technologiques, les risques majeurs se traduisent pour les collectivités par des coûts très lourds en termes de prévention comme de réparation des dommages. La prise en compte des risques majeurs dans les documents d'aménagement et d'urbanisme en Île-de-France est examinée : SDRIF de 1994 (prise en compte insuffisante), schéma de service collectif des espaces naturels et ruraux, plans de prévention des risques (plus de la moitié des communes franciliennes sont déjà couvertes). La place de la collectivité régionale dans la prévention des risques majeurs est discutée.

IA P.117 ; CDU

GUILLON, Anne

Le risque d'inondation par débordement de rivière.

Cahiers de l'IAURIF. (FRA). N° 138, troisième trim. 2003, cartes, fig., graph., photo., pp. 48-63 (Les risques majeurs en Île-de-France : connaître pour mieux maîtriser)

Les récentes inondations catastrophiques en France et en Europe centrale ont rappelé de façon insistante l'actualité du risque de crues majeures. Or le risque d'inondation est

le principal risque naturel auquel est exposée la région d'Île-de-France qui comprend près de la moitié de la population inondable de France.

Même si la conscience du risque a grandi avec la répétition d'épisodes de crues, il est nécessaire de faire le point sur la réalité et la connaissance du risque et de ses conséquences en Île-de-France. Les actions menées et à mener en matière d'information, de prévention, de protection et de prévention des risques d'inondation font appel à de multiples acteurs : État, collectivités, services publics, entreprises, citoyens.

IA P.117 ; CDU

LE SCORNET, Laure

Carrières souterraines : danger, effondrement.

Particulier immobilier. (FRA). N° 183, janvier 2003, carte, fig., photo., pp. 20-29

Près de 5 000 communes en France reposent sur des terrains périlleux. Carrières, mines ou marnières risquent de s'effondrer entraînant avec elles les personnes et les habitations. Pour prévenir le risque, s'informer, trouver des remèdes à ce fléau, des réponses sont apportées.

IA P.301 ; CDU

SPOLIANSKY, Dimitri

La gestion des risques liés aux anciennes carrières et aux cavités naturelles en région parisienne.

Cahiers de l'IAURIF. (FRA). N° 138, troisième trim. 2003, fig., cartes, photo., pp. 82-91

Pour mieux gérer les risques liés au sous-sol, de nombreuses communes de la région d'Île-de-France ont recours aux inspections générales des carrières. Ces services spécialisés permettent de mieux connaître les risques, d'adapter les constructions au sous-sol et parfois de faire des travaux dans le domaine public. Ils maintiennent une importante documentation cartographique, relaient l'information, contrôlent l'application de la réglementation en matière de construction et assurent la maîtrise d'œuvre de la consolidation des terrains publics sous-minés. Un état des lieux du sous-sol francilien est présenté ainsi que les risques et les mesures de prévention.

IA P.117 ; CDU

MASTELLI, Géraldine ; BLANC, Marlène ; DEBACQ, Laurence

Prise en compte des risques d'inondation dans le schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg. Guide pratique du risque d'inondation ; Phase 1 : diagnostic ; Phase 2 : valorisation des zones inondables.

Strasbourg : ADEUS, 2002, cartes, tabl., ann., bibliogr., 70 + 83 + 82 p.

Ce guide dresse un bilan des connaissances en matière de risque d'inondation sur les cours d'eau du schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg ainsi que des différentes procédures, réglementaires ou non, proposant un zonage du risque connu, en expliquant leurs caractéristiques. La phase 1 de l'étude permet de préciser les périmètres de risques d'inondation, de cerner les implications des évolutions constatées à l'échelle du schéma de cohérence territoriale et de peser sur les enjeux ayant pour cadre la vocation de ces espaces. La phase 2 a pour objectif d'intégrer les zones à risques d'inondation dans l'aménagement et de les valoriser par un traitement adapté en faisant émerger une stratégie globale d'aménagement du territoire pour le schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg.

IA 45906(1-3) ; ADEUS (01 66 ENV2 - 01 66 ENV1 - 03 24 ENV3)

AMBROISE-RENDU, Marc

1910, Paris inondé.

Paris : éd. Hervas, 1997, photo., bibliogr., 110 p.

Ce livre propose le récit de la catastrophe qui a paralysé la capitale durant l'hiver 1910, illustré par les clichés de l'événement et de ses conséquences.

DRE 8141 ; CDU 55792

Biblio brèves

L'aménagement de la région parisienne (1961-1969).

Le témoignage de Paul Delouvrier.

Presses Ponts et Chaussées, 2005, 220 p.

Cet ouvrage présente deux témoignages exceptionnels sur l'aménagement de la région parisienne tel qu'il fut engagé dans les années soixante : (a) celui, très libre et particulièrement éclairant de Paul Delouvrier, qui en fut le principal acteur. Il y détaille son action et celle de son équipe, de 1961 à 1969, à la tête de ce qui devint la région parisienne : mise en place du «district», élaboration du Schéma directeur, naissance des villes nouvelles, réforme administrative, choix des hommes et des outils, insertion dans le système de l'État et des collectivités locales, «grandes batailles» pour convaincre des orientations définies et assurer leur mise en œuvre concrète en dépit des multiples centres de décision concernés... ; (b) celui, plus bref, de Michel Debré, Premier ministre au moment du premier pas que fut, en 1961, la loi créant le District de la région parisienne et la nomination, à sa tête, de Paul Delouvrier. Il s'y exprime sur sa vision de Paris et sur les réformes qu'il a souhaitées ou réalisées. Ces témoignages, recueillis en 1984, sous forme d'interviews filmées, par Bernard Hirsch, premier directeur de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et, à l'époque, directeur de l'École nationale des ponts et chaussées, constituent des éléments historiques d'un intérêt majeur ; ils apportent, en particulier, une contribution essentielle à la compréhension des problèmes et évolutions d'aujourd'hui.

Roberto NOVA

Fondements de la mécanique des sols.

Éditions Lavoisier, 2005, 432 p., 60 €

La connaissance du comportement de la mécanique des sols est un élément essentiel pour prévoir les déplacements et les actions internes de toute construction. La mécanique des sols est une discipline fondamentale de l'ingénierie géotechnique. Cette branche de l'ingénierie civile s'intéresse en particulier à l'interaction entre les sols et les structures en prenant en compte la conception et la construction de travaux civils, environnementaux et industriels. Ce livre d'apparence théorique a pourtant une portée bien pratique, celle de donner au lecteur des moyens adéquats pour planifier correctement des projets d'études géotechniques. Cet ouvrage

donne également des bases communes aux différents acteurs de la recherche géotechnique – ingénieurs civils et de l'environnement, géologues et architectes – permettant ainsi de favoriser une meilleure interaction entre eux.

Frédéric CARLUER

Pouvoir économique et espace.

Analyses de la divergence régionale.

Éditions l'Harmattan, 2005, 431 p., 34 €

Cet ouvrage analyse les formes et les effets du pouvoir spatio-économique. D'un point de vue théorique, cette analyse multidisciplinaire débouche alors sur une nouvelle formulation de la polarisation spatio-productive, entendue comme la dynamique des rapports de puissance entre acteurs et territoires inégalement dotés et aux stratégies différenciées.

D'un point de vue empirique, la dynamique des régions et des systèmes productifs français et européen est étudiée. Tout d'abord, les régions et secteurs moteurs sont mis en évidence sur moyenne période (1980-96) à partir d'une analyse multicritère avant qu'une analyse économétrique ne clarifie les processus endogènes à l'origine de la convergence des productivités du travail au niveau agrégé et de leur divergence au niveau sectoriel (en particulier pour l'industrie) et au niveau local.

Cet ouvrage très complet fournit les éléments fondamentaux de l'économie industrielle spatiale actuelle et confronte les principaux résultats empiriques à de nouvelles applications originales.

Marie CHARVET

Les fortifications de Paris.

De l'hygiénisme à l'urbanisme, 1880-1919.

Presses universitaires de Rennes, 2005, 312 p., 20 €

Construite sous Louis-Philippe, la dernière enceinte fortifiée de Paris voit son existence remise en question dès les années 1880. L'enceinte apparaît ainsi comme un lieu privilégié pour observer les transformations des représentations et des savoirs sur la ville : du souci hygiéniste d'offrir de l'espace aux Parisiens en récupérant les terrains militaires et en levant l'obstacle s'opposant à la croissance de la capitale, on passe à la volonté de procéder sur l'enceinte à une expérience d'«aménagement rationnel des

villes» ou, autrement dit, de mettre en œuvre les préceptes de l'urbanisme. Les affrontements autour du sort des fortifications présentent un autre intérêt : ils contribuent à éclairer le rôle joué par les «gens du monde», esthètes partisans de la préservation des sites, sportifs et touristes, dans l'apparition de l'urbanisme. Ils témoignent aussi de la façon dont les principes de l'«aménagement rationnel des villes» se diffusent chez les édiles parisiens.

Denise SILBER

Hôpital. Le modèle invisible.

Institut Montaigne, 2005, 81 p., 10 €

Quand on dit «hôpital», on pense immédiatement à un établissement public ; et si l'on parle d'établissement privé, on songe implicitement à une clinique dont la vocation est de générer des profits. Or cette vision binaire du monde hospitalier est erronée. Il existe en effet en France un troisième modèle d'organisation : les hôpitaux privés à but non lucratif (PNL). Tantôt hôpitaux ou cliniques, ils allient à la fois gestion privée, service public et absence de profits. Dans cette note de l'Institut Montaigne, l'auteur plaide pour la reconnaissance en France de l'hôpital privé à but non lucratif et pour le rétablissement de l'égalité des chances entre le public, le privé et le privé non lucratif. Elle formule sept propositions concrètes. La plus originale : autoriser tous les établissements qui le désirent à se transformer en PNL.

Frédérique DE GRAVELAINE

Penser la ville heureuse. Renzo Piano.

Éditions de la DGUHC, 2005, 143 p., 15 €

Penser la ville heureuse à l'heure où elle est promise aux pires destinées, tel est l'enjeu magnifique et néanmoins réaliste que prône cet ouvrage, au travers des propos et des œuvres d'un grand architecte, Renzo Piano. Un temps plus long est consacré à la Cité internationale de Lyon, qui illustre bien le rôle du portage politique et d'une maîtrise d'ouvrage compétente, mobilisée dans la durée pour transformer une ambition en réalité.

Jean POULIT

Le territoire des hommes.

Éditions Bourin, 2005, 350 p., 25 €

Depuis des dizaines d'années, les hommes accordent à leurs déplacements un temps qui ne varie pas. Ce qui change, c'est que, dans le même laps de temps, on peut accéder à des territoires plus vastes, des destinations plus nombreuses et effectuer des choix plus pertinents. De même, les infrastructures les plus empruntées sont également les plus utiles : près de la moitié de la richesse du pays

est due aux échanges de savoir-faire qu'elles permettent d'établir entre les hommes. Enfin, l'accès aux espaces naturels est en progression constante et les nuisances en ville décroissent rapidement.

Dans ce livre engagé et riche d'anecdotes, l'auteur combat toutes les idées reçues sur l'environnement, les transports et la qualité de la vie.

Pascal LE GAUFFRE, Claude JOANNIS,

Denys BREYSSE, Claire GIBELLO,

Jean-Jacques DESMULLIEZ

Gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement urbains.

Éditions Tec&Doc, 2005, 428 p., 110 €

Cet ouvrage a été élaboré dans le cadre du projet national RERAU (Réhabilitation des réseaux d'assainissement urbains), par un collectif réunissant chercheurs, experts et praticiens des collectivités. Prolongeant les deux tomes du guide technique sur la restructuration des collecteurs visitables, ce guide est plus particulièrement consacré à la gestion du patrimoine non visitable. Observer et évaluer un réseau, prévoir son évolution, enrichir et fiabiliser ses données et ses modèles, définir les actions de réhabilitation à mener, constituent des volets indispensables et complémentaires d'une gestion patrimoniale. S'appuyant sur l'exploitation de sources d'informations multiples, *Gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement urbains* propose aux gestionnaires des éléments méthodologiques fiables et adaptables pour les aborder. Il leur permet de valoriser l'ensemble des informations disponibles sur leur réseau pour rationaliser la programmation des inspections et des travaux, et orienter le développement de bases de données urbaines adaptées à une gestion durable des réseaux d'assainissement. Tous les outils indispensables à la gestion patrimoniale sont présentés : (a) indicateurs de performance et critères de décision pour la programmation des investigations et des actions de réhabilitation ; (b) principes de construction et d'utilisation de modèles de vieillissement des conduites ; (c) ébauche d'indicateurs relatifs à la qualité du patrimoine immatériel.

Les auteurs proposent une mise en perspective de ces dispositifs à l'aide d'un démonstrateur informatique pour la simulation de programmes de gestion. Ils évoquent enfin les recherches nécessaires à l'enrichissement des travaux sur lesquels ils se sont appuyés pour concevoir ce guide indispensable aux ingénieurs des collectivités, aux bureaux d'étude, aux maîtres d'œuvre ainsi qu'aux enseignants et étudiants en génie civil et génie urbain.

Brèves rencontres

Partager une vision communautaire de la gestion des ressources en eau.

7-10 septembre 2005
Menton

Cette conférence réunit les professionnels, chercheurs et décideurs pour présenter et débattre de réponses concrètes apportées dans la gestion durable de bassin, en insistant sur les interfaces et outils nécessaires au couplage entre sciences et techniques de l'eau et sciences économiques et sociales. Seront notamment abordés : (a) Les politiques et stratégies nationales en matière de gestion de l'eau ; (b) La mise en œuvre de la directive-cadre européenne de l'eau ; (c) Les derniers progrès réalisés dans la modélisation des ressources en eau ; (d) Les scénarios d'impact de changement climatique ou socio-économique ; (e) La dimension économique de l'eau...

École nationale supérieure des mines de Paris,
rue Claude Daunesse, BP 207, 06904 Sophia Antipolis
Tel : 04 93 95 75 13
Fax : 04 93 65 43 04
Courriel : ewra2005@ensmp.fr
Site Internet : www.cig.ensmp.fr

L'évaluation des risques dans les collectivités territoriales.

27-28 septembre 2005
Paris

Les contraintes spécifiques aux collectivités territoriales rendent toute démarche d'évaluation des risques particulièrement complexe. Ces deux jours leur sont spécialement dédiés afin : (a) d'établir des priorités dans leur identification des dangers et des risques ; (b) de connaître l'étendue de leurs responsabilités quant à l'obligation d'évaluation des risques ; (c) de savoir quels acteurs solliciter à chaque étape du processus ; (d) d'organiser une démarche d'évaluation en tenant compte de la pluralité des risques auxquels elles doivent faire face.

Comundi Reed Business Information,
2 rue Maurice Hartmann,
BP 62, 92133 Issy-les-Moulineaux Cedex
Tel : 01 46 29 68 68
Courriel : infocomundi@reedbusiness.fr
Site Internet : www.comundi.fr

Le monde en réseaux.

Lieux visibles, liens invisibles.

29 septembre-2 octobre 2005
Saint-Dié-des-Vosges

Face aux rapides redistributions de pouvoir, de richesse et d'influence qui accompagnent notre planète en réseaux, cette manifestation va s'interroger sur les logiques à l'œuvre, les intérêts en jeu, les espaces intégrés ou délaissés. En étudiant ce qui se tisse et ce qui se trame, les géographes vont mettre en lumière le caractère invisible et caché, avouable et inavouable de nombreux réseaux. C'est à cette tâche que ce 16^e festival international de géographie va s'atteler afin de tenter de nous rendre le monde dans lequel nous vivons plus lisible et compréhensible.

Association pour le développement du festival international de géographie (ADFIG), Hôtel de Ville, place Jules Ferry, BP 275, 88107 Saint-Dié-des-Vosges cedex
Contact : Sandrine Hecht
Tel : 03 29 52 66 45
Fax : 03 29 56 09 31
Courriel : shecht@ville-saintdie.fr
Site Internet : www.fig-saintdie.com

L'urbain au futur : continuités et discontinuités.

2-5 octobre 2005
Rome

Repérer les éléments de continuité au sein des villes qui résistent à la standardisation, et ceux qui, au contraire, causent la rupture avec le vécu historique ainsi que voir quelles «cultures de la ville» émergent de l'évolution simultanée des sociétés et de leurs habitats feront l'objet de cette manifestation. Seront également débattus les politiques, les instruments et les techniques qui peuvent et doivent être adoptés en urbanisme, et plus particulièrement, dans les processus d'aménagement et de conception pour renforcer ou rénover l'identité de toute une gamme de réalités urbaines.

IFHP - Wassenaarseweg 43, 2596 CG La Haye, Pays-Bas
Service des congrès de la Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires (FIHUAT)
Coordonnatrice des congrès : Joke Bierhuys
Tel : +31 70 328 1504
Fax : +31 70 328 2085
Courriel : congress@ifhp.org

**Mieux maîtriser le bruit :
quels enjeux pour les collectivités locales ?**

12-13 octobre 2005

Aix-en-Provence

La communauté des pays d'Aix en collaboration avec le réseau Idéal organisent ce colloque qui s'articulera autour de trois séances plénières, trois ateliers et trois forums sur les thèmes suivants : (a) Le bruit et ses répercussions sur la santé ; (b) Les obligations actuelles et nouvelles pour les collectivités territoriales ; (c) Les moyens de lutte ; (d) La prévention et la mesure du bruit ou encore la communication et la sensibilisation du grand public.

Réseau Idéal, 80 bis avenue de Fontainebleau,
94276 Le Kremlin Bicêtre.

Contact : Jordan Pedron

Tél. 01 45 15 09 05

Courriel : j.pedron@reseau-ideal.asso.fr

Site Internet : www.reseau-ideal.asso.fr